

Janvier 2020

Tronc Commun

Règles métier

Echanges CAF et SNGI





I. Introduction

Les échanges d'informations dématérialisés entre les MDPH et les CAF, au-delà du transfert sécurisé des données, visent à mettre en place des procédures informatiques permettant l'automatisation au maximum de la prise en compte de ces informations par les systèmes informatiques des MDPH et des CAF afin d'accélérer le traitement des demandes et de réduire les erreurs.

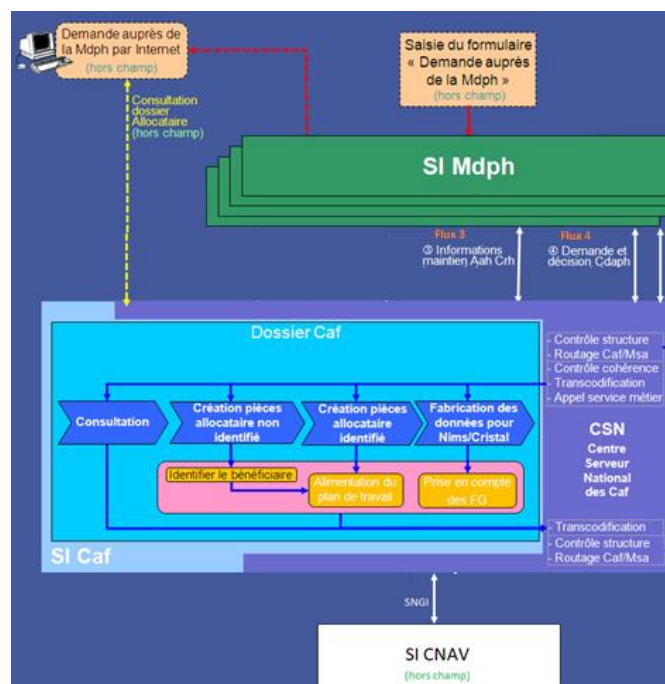
Il s'agit, pour l'ensemble du territoire, de :

- Dématérialiser et automatiser le transfert, des MDPH vers les CAF
 - Des demandes d'AAH, de CRH et d'AEEH (premières demandes et renouvellements)
 - Des décisions prises par la CDAPH (commission interne MDPH) en matière d'AAH, de CRH, d'AEEH, d'AVPF, de Cartes Mobilité Inclusion - invalidité, et plus généralement de toute décision impactant l'étude des droits aux prestations handicap par les CAF
- Enregistrer le plus automatiquement possible les données transmises par les MDPH dans le système d'information des CAF (et inversement à terme).

Le projet concerne l'ensemble des MDPH et s'inscrit dans la mise en œuvre du Tronc commun.

Dans cette perspective, plusieurs échanges ont été mis en œuvre :

- **Echanges avec la CNAV pour la consultation du SNGI** via la CNAF qui joue le rôle de concentrateur pour la certification de l'état civil du bénéficiaire
- **Flux 3 : service de mise à jour pour le maintien des droits** : mise à disposition par la MDPH de l'avis de dépôt du formulaire de demande auprès de la MDPH, en cas de demande d'AAH et/ou de CRH d'une personne adulte, afin de permettre à la CAF d'effectuer éventuellement un maintien du droit à l'AAH et/ou au CRH
- **Flux 4 : service de mise à jour suite au dépôt d'une demande et les décisions associées** : mise à disposition par la MDPH des informations du formulaire de demande auprès de la MDPH sur la base des données harmonisées par le Référentiel Fonctionnel (RF), accompagnées des décisions de la CDAPH y afférant, afin de permettre aux CAF d'effectuer l'étude administrative et l'ouverture des droits aux prestations handicap.



Description fonctionnelle et simplifiée des échanges

Suite aux remontées des caisses pilotes (CAF 14 et CAF 76 notamment) pour lesquelles ces flux d'échanges ont été déployés dans les MDPH 14 et MDPH 76, et à l'audit « Mission d'évaluation de la Dématérialisation de la Transmission des demandes et Décisions entre les MDPH et les CAF » réalisé en septembre 2019, il a été décidé en COS du 11 décembre 2020 de :

- Déployer le flux 4 en l'état sur la base d'un accord local MDPH-CAF
- Enrichir en parallèle le flux 4 « Demandes et décisions » pour répondre aux besoins des CAF dans le cadre du traitement des demandes associées.

Dans la perspective d'un déploiement du flux 4 en l'état, afin de permettre aux CAF de traiter les décisions de CDAPH, une solution palliative doit être trouvée afin de véhiculer les données (au nombre de 5) hors flux 4. Ainsi, des travaux menés par les équipes opérationnelles de la CNAF et de la CNSA sont en cours pour définir cette solution transitoire.

Par ailleurs, ces travaux doivent également permettre de définir une solution pérenne (enrichissement du flux 4 avec la description de balises spécifiques pour ces données nécessaires au bon traitement de ces flux) qui devra être déployée au second semestre 2020 dans le cadre du palier 2. A ce stade, ces travaux ont déjà mis en évidence des besoins complémentaires liés aux flux 3 et aux modalités de consultation du SNGI.

Le présent document a pour objet de préciser :

- Les modalités de consultation du SNGI pour une identitovigilance garantie
- Les règles de transmission du flux 3 à la CAF



I. Modalités d'utilisation du SNGI

Utilisation systématique de la fonction de vérification et, le cas échéant, de la fonction d'identification

La certification de l'état civil du bénéficiaire de la demande doit être réalisée comme suit.

Le système doit appeler l'opération de vérification (fonction 33 au SNGI et sert aux traitements des déclarations sociales des salaires). Cela doit être faite par demande explicite de l'instructeur MDPH à partir de la saisie des données suivantes :

- NIR
- Nom (6 premiers caractères minimum).

Le système doit ensuite présenter le résultat de cette opération au SNGI en restituant les données d'état civil de l'individu à savoir :

- Le NIR
- Le sexe
- Le nom
- La liste des prénoms
- La date de naissance
- Le lieu de naissance
- Le code certification de l'identité.

Plusieurs situations peuvent se présenter :

Cas 1. L'individu est trouvé au SNGI et les traits d'identité de la personne correspondent.

L'instructeur MDPH valide la certification de l'état civil ainsi que le NIR de l'individu et continue le traitement de la demande.

Cas 2. L'individu n'est pas trouvé ou le NIR de l'individu n'est pas connu.

Il convient alors d'utiliser l'opération d'identification pour identifier et certifier l'identité de l'individu.

Dans cette dernière situation, l'opération d'identification appelée aussi fonction 10 au SNGI doit être lancée par le système. Cette opération de consultation est effectuée à partir des données d'état civil suivantes :

- Le sexe
- Le nom
- Le prénom
- La date de naissance
- Le lieu de naissance.

Cette opération doit être effectuée sur demande explicite de l'instructeur MDPH. Le système doit ensuite permettre à l'instructeur MDPH de consulter le résultat de recherche remonté du SNGI afin de vérifier s'il s'agit ou non du même individu.

Dans ce cas, plusieurs situations peuvent se présenter :

1. **Un individu est trouvé au SNGI et les traits d'identité de la personne correspondent.** Le système doit permettre à l'instructeur MDPH de valider la certification de l'état civil et le NIR de l'individu.

2. ***L'individu n'est pas trouvé.*** Le système doit permettre à l'instructeur MDPH, selon son choix en fonction de la situation, soit :
 - a. D'effectuer une nouvelle recherche au SNGI via l'opération de l'identification en modifiant sensiblement les éléments d'état civil
 - b. De prendre en compte l'identité de l'individu saisie initialement en signifiant que l'identité de l'individu n'est pas certifiée. Cela requière une validation de l'instructeur MDPH.
3. ***L'individu remonté par le SNGI ne correspond pas à l'individu concerné par la demande MDPH (identité approchante = homonymie).*** Le système doit permettre à l'instructeur MDPH, selon son choix en fonction de la situation, soit :
 - a. D'effectuer une nouvelle recherche au SNGI via l'opération de l'identification en modifiant sensiblement les éléments d'état civil
 - b. De ne pas prendre en compte l'individu remonté par le SNGI et de revenir sur les données d'état civil saisies en amont en signifiant que l'identité de l'individu n'est pas certifiée.

II. Règles d'utilisation du flux 3 « maintien de droits »

Situation actuelle

Ce flux permet à la MDPH de signaler à la CAF le dépôt du formulaire de « demande auprès de la MDPH » par une personne, sollicitant le bénéfice de l'AAH et/ou du CRH. Ce signalement permet à la CAF d'effectuer un maintien des droits dans l'attente des décisions de la CDAPH.

Le flux 3 prend actuellement en compte les demandes saisies dans le SI MDPH, que ces demandes soient recevables ou non.

La certification de l'état civil de l'individu est un prérequis (sauf cas particuliers, cela est signifié par un champ vide au niveau du NIR) (cf. §1)

Evolutions souhaitées

Il est souhaité que le flux 3 prenne en compte uniquement les demandes recevables et non l'ensemble des demandes enregistrées à réception du formulaire par la MDPH.

Le flux 3 doit ainsi prendre en compte les demandes de renouvellement AAH ou CRH qualifiées de « recevables » dans le SI commun MDPH.